

LE DÉSENCHANTEMENT DES ATTENTES LÉGITIMES : NAISSANCE DE LA « DÉMOCRATURE »

Introduction

Simon LOWAWA

ETIAITO,

Assistant et Doctorant

Université de

Kisangani (UNIKIS)

simonlowawa83@

gmail.com

La philosophie dans la cité, ce thème nous invite, comme philosophe, à penser les réalités existentielles de notre société, lesquelles se présentent sous diverses formes. La cité qui nous intéresse dans cette réflexion est celle dans laquelle nous vivons et faisons l'expérience de l'existant. Le vivre-ensemble de notre espace vital est tellement controversé qu'il appelle à chaque instant une remise en question et suscite des interrogations que le philosophe ne peut s'empêcher de scruter. Ainsi, nous nous intéressons à la réalité de la classe politique de notre pays, non sans associer la part de chacun dans ce qui est devenu aujourd'hui le poids que traînent les Congolais à la face du monde : la démocrature et ses attributs.

Depuis l'accession de la République démocratique du Congo à la « souveraineté » nationale et internationale, l'on constate que le pays va de mal en pis. Certaines expressions à la une des informations en témoignent : *état de délabrement très avancé, dégradation de la situation sécuritaire, aggravation de la pauvreté*, etc. Tout ceci résume la précarité des conditions de vie des citoyens lambda à l'image de la situation générale du pays qui contraste majestueusement avec l'opulence et l'aisance de la vie des acteurs politiques ainsi que des richesses naturelles du pays.

Les pères de l'indépendance avaient compris les bienfaits de la démocratie de par ses principes ; ils rêvaient son application grâce à l'indépendance et à la reprise en mains de la gestion du pays par ses propres fils et filles. Ils constateront avec regret et amertume la situation actuelle du pays, plus de soixante ans après l'obtention de « l'indépendance » acquise après une lutte acharnée, au prix des sacrifices. Le discours de Lumumba, le 30 juin 1960 : « La République a

été proclamée et notre cher pays est maintenant entre les mains de ses propres enfants. Ensemble, mes frères, mes sœurs, nous allons commencer une nouvelle lutte, une lutte sublime qui va mener notre pays à la paix, à la prospérité et à la grandeur »¹, illustre bien les attentes légitimes d'un peuple meurtri par les pratiques dégradantes et inhumaines de la période de la colonisation. Ces attentes ont-elles été comblées ? Telle est l'essence de la présente réflexion qui veut croire en la capacité de résilience d'un peuple à faire face au destin, à son avenir.

1. Une nation non gouvernée...

Au lendemain de « l'indépendance » de la République démocratique du Congo, la situation n'est guère propice à l'avènement d'un Etat digne de conquérir et d'asseoir sa souveraineté, d'impulser une dynamique de développement. Le tâtonnement des premiers acteurs politiques aux premières heures après l'accession à la souveraineté ayant conduit aux révocations mutuelles entre le Président de la république et son premier ministre illustrent bien le décollage raté d'une nation qui attendait bien plus de ses fils. Que s'est-il passé ? Pourquoi une telle confusion entre les compagnons qui étaient censés conduire les premiers pas d'un jeune Etat indépendant ?

Faut-il croire que les Congolais n'étaient pas encore assez murs pour porter le poids de la gestion d'un État comme le pensaient les colonisateurs belges ? Ne pas le faire ne constitue-t-il pas une part de naïveté sinon une certaine clochardisation de la volonté des autochtones à assumer leurs responsabilités vis-à-vis du monde ? Rien n'est moins sûr ! Le point de vue de Norbert Kalindula au sujet de la délinquance de l'État² est une piste intéressante pour trouver les réponses aux interrogations liées à la gestion pathologique du pays par ses propres fils.

S'il est vrai que la gestion est une activité qui ne s'improvise point, force est de constater que les premiers responsables congolais n'avaient pas été suffisamment préparés aux hautes fonctions. Platon dans la *République* avisait déjà sur l'organisation et la gestion du vivre-ensemble. Insistant sur l'éducation (formation), il insinuait, par-là, la pertinence de la fonction directrice d'une entité en tant qu'elle est la locomotive de la vie sociale et communautaire.

Le défaut de la formation des cadres pour assurer les hautes fonctions de l'État a fait le lit des opportunistes et des pratiques peu recommandables, qui ont débouché sur le coup d'État du colonel Mobutu. Cette marche boiteuse constitue la première phase du désenchantement face aux attentes de la population.

1 Extrait du discours de Lumumba le jour de l'indépendance du Congo le 30 juin 1960.

2 Cf. N. KALINDULA, « Dialogue et fondation d'un Etat de Droit », dans *Philosophie dans la cité, Dynamique Critique*, Vol 1 n° 2, 2021, p. 20.

L'impréparation de l'élite pour prendre la relève peut être imputée au colonisateur à qui revenait la charge de former les autochtones. L'échec et le chaos étaient-ils voulus par l'occupant afin de continuer exercer son emprise sur cet Etat naissant ? L'on est tenté de le croire. Toutefois, la part de responsabilité des enfants du pays reste indéniable dans la dégradation continue de la situation générale.

La prise du pouvoir par le corps militaire, visiblement peu préparé pour cette fonction, mais qui s'y engage par opportunisme, a été encouragée par les tireurs des ficelles et les prédateurs de tous bords. Si l'on peut reprocher à Lumumba son caractère impulsif et peu diplomatique à la cérémonie de l'indépendance (qui sans doute précipitera sa réduction au silence), à Mobutu on notera l'attachement aux honneurs, l'enrichissement illicite mais surtout la désarticulation de l'appareil étatique et administratif par des pratiques dénuées du sens moral et éthique de gestion des affaires publiques de l'État. Véritable valet des prédateurs qui lui donnent l'impression de surfer dans les nuages en fermant les yeux sur sa gestion chaotique, le colonel devenu maréchal n'a servi que la cause de ses maîtres.

À partir de cette génération, le sens de la politique prend une autre tournure au Congo Kinshasa, une autre signification pour désigner le mensonge, la démagogie, l'immoralité dans les affaires publiques, le détournement des biens publics, l'enrichissement rapide, etc. On s'est éloigné de l'idéal du politique comme instance organisatrice du pouvoir dans le but de gérer le vivre-ensemble dans l'intérêt de tous.

On a assisté à une interprétation particulière du *Prince* de Machiavel : « Tous les moyens sont devenus bons pour se maintenir au pouvoir ». Ainsi, par des méthodes particulières, l'homme du pouvoir réussit à imposer son autorité par la force, inspirant la peur. Le pouvoir dans ce contexte est recherché pour garantir sa jouissance ainsi que les avantages qui en découlent, les honneurs qui l'accompagnent, la richesse qu'il procure, etc. Cette compréhension « biaisée » du pouvoir/politique a pris des ancrages dans le chef des politiques congolais. Être au pouvoir signifie l'enrichissement rapide et sans cause en faisant de la caisse de l'État (trésor public) une mangeoire pour soi-même et pour ses acolytes. Dès lors, on comprend la ruée de tout le monde vers le pouvoir politique ; des personnes sans formation appropriée n'hésitent plus à se lancer en politique et, comme par ironie, ce sont ces dernières qui sont propulsées aux hautes fonctions de direction et/ ou de représentation du peuple. Faut-il s'étonner encore de la dégradation de la situation générale dans ces conditions ? Des dirigeants qui n'ont comme préoccupation principale que l'argent à gagner, les honneurs et les avantages liés au pouvoir !

2. La transhumance politique : entre prise de conscience et opportunisme

La vie politique ne devrait pas se faire autour d'une personnalité forte, autour des individus puissants comme nous l'observons dans l'espace public d'ici ; elle devrait être une poursuite des principes et des idées forces auxquels il faut se plier pour évoluer en harmonie avec les aspirations du peuple³. La pratique politique se fonde essentiellement sur une idéologie en tant que celle-ci vise l'interprétation de la réalité sociale en donnant un sens, une cohérence à un ensemble des phénomènes qui s'en trouvent éclairés. Elle permet d'agir sur la société en fournissant aux individus des repères pour comprendre la situation sociale dans laquelle ils se trouvent. L'idéologie apparaît ainsi comme la dynamique de la vie sociale et politique qui donne sens à l'action, à des réformes nécessaires pour la vie d'un peuple, d'une nation. Dans ce sens, il est difficile, sous d'autres cieux, de voir une mutation sans explication, d'un camp vers un autre, du fait de la conviction et du respect des idéaux. Kabamba Mbwebwe a eu ces mots justes comme exemple : « Celui qui a opté pour l'économie socialiste ne peut du jour au lendemain changer de cap idéologique pour prôner l'économie capitaliste... »⁴.

Des pratiques de la vie politique depuis la prise en mains des pouvoirs du pays par ses propres fils renseignent que les préalables idéologiques font cruellement défaut dans le chef des acteurs. L'engagement politique se fait non par conviction, mais surtout et souvent par mimétisme et par les avantages que procure l'appartenance au clan au pouvoir.

Il est peut-être possible de situer ici l'échec de la démocratie dans ce pays car, les premiers acteurs furent incapables d'imaginer un modèle de la gestion démocratique adapté à la mentalité et aux pratiques reflétant les cultures locales. Pour la plupart du temps, il s'est agi de vouloir calquer, de reproduire littéralement ce qui se passe dans la métropole sans tenir compte des particularités des peuples indigènes. C'est ainsi que les différentes lois fondamentales qui ont servi de cadre constitutionnel n'ont été que le reflet des constitutions des pays colonisateurs, les formations politiques n'ont été que la transposition des mouvements politiques du Nord au Sud. La question des idéologies politiques n'en reste pas moins. En effet, on constate non sans étonnement que la majorité des "acteurs politiques" de chez nous ne savent même pas l'idéologie qu'ils défendent en s'engageant dans la politique. Ce déficit fait que, lorsqu'on analyse les différents textes des formations politiques, on trouve quasiment le même fond idéologique pour des partis qui ne sont pourtant pas de même obédience.

3 Cf. KABAMBA Mbwebwe K., *La R.D.-Congo malade de sa classe politique. Les coulisses du dialogue Inter Congolais (DIC)*, Paris, L'Harmattan, 2005, p. 35.

4 Cf. Idem, p. 40.

Faute de repères et de convictions politiques, on entre dans la vie politique pour des visées économiques, pour des avantages et honneurs qui y sont rattachés. Ainsi, on est disposé à suivre n'importe quelle vague pour avoir droit au chapitre. C'est la raison principale de la transhumance politique qui ne va pas sans trahison et autres antivaleurs⁵. La politique est le lieu de se servir et non de servir : une deuxième raison de la déception des attentes légitimes de la gestion du pays par ses propres fils.

Le ballottement des acteurs politiques qui n'ont pour objectif principal que l'assurance de leur enrichissement conduit ces derniers à des pratiques qui font de l'ombre à la démocratie : la *démocrature*, fruit de l'obscurantisme et de l'inconscience d'un peuple sans idéaux ni repères, un peuple et une nation non gouvernés.

3. De la « démocrature »

De son origine néologique, le concept de *démocrature* naît de la combinaison de « démocratie » et de « dictature ». On parle aussi de la *dictocratie* pour désigner un régime qui, sous l'apparence d'une démocratie, fonctionne en réalité comme une dictature⁶. Il s'agit d'une gestion des États soumis aux régimes prédateurs qui ont fait de la violation des règles démocratiques le principal canon de gouvernance⁷ tout en se réclamant démocratiques. Ce mode de gestion est devenu le voile sous lequel se cachent les politiques congolais, voile grâce auquel est mis au jour la déliquescence d'une gestion pathologique des affaires publiques de l'État.

Le comportement inspiré par la démocrature étant hypocrite dans son essence, il conduit à la désarticulation de l'homme qui s'en trouve aliéné. Il se pose ainsi le problème identitaire qui fait qu'il est difficile de situer l'homme congolais de par ce qui lui est propre dans la perspective du développement. Assez souvent, les politiques tout comme les simples citoyens, pour se donner la conscience tranquille, aiment s'identifier aux autres nations sur plusieurs plans : culture, éducation, accoutrement, langue, mode de vie, alimentation, etc. Bref, il faut dire que le mimétisme, souvent aveugle et servile, des pratiques et modes de vie d'ailleurs contribue à la dégradation de l'identité et de la personnalité. Dans cet élan de copier les modèles et pratiques, il est curieux de constater qu'au lieu de reproduire les pratiques et les modèles positifs susceptibles d'enclencher le processus d'une vraie indépendance et de développement, l'on s'attarde sur les futilités, sur les apparences en oubliant ce qui est essentiel pour la vie nationale et le vivre-ensemble.

5 Alain NZADI-A-NZADI, « Transhumance politique sans idéal : un fléau à exorciser en RD Congo », in *Congo-Afrique*, n°538 (octobre 2019), pp. 774-775.

6 Cf. <https://www.toupie.org/Dictionnaire/Dictocratie.htm> consulté le 5 septembre 2022.

7 Cf. MVE Bekale M., *Démocratie et mutations culturelles en Afrique Noire*, Paris, L'Harmattan, 2005, p. 8.

Dès lors, chacun fait l'effort de suivre les inclinaisons qui lui sont propres et favorables pour atteindre des objectifs égoïstes. L'on se découvre ainsi faible de personnalité et d'initiatives en visant plus à plaire aux autres (les mentors, les modèles) qu'on imite, voulant montrer le visage d'un bon élève ; même en sacrifiant les intérêts de toute la communauté. L'égoïsme et tous ses corolaires favorisent donc ces pratiques de la médiocrité qui ont trouvé un terrain favorable dans le paysage politique de la RD Congo avec des régimes politiques se succédant dans une apparence de la démocratie mais dont le fonctionnement en réalité s'est révélé une dictature.

Ce système fonctionne de telle sorte que la constitution existe, tout comme les autres textes régissant le vivre-ensemble, mais leur mise en application souffre du manque de volonté réelle. Les élections sont organisées, mais elles ne sont pas libres ; elles sont contrôlées par des mécanismes mis en place de manière que les résultats rendus publics ne reflètent nullement les volontés exprimées. La liberté d'expression est garantie par les textes ; cependant les élites au service du pouvoir manipulent les institutions dans le but de conserver les privilèges de leur proximité avec les arcanes du pouvoir. Tel est le sens de la démocrature. Voilà une raison de plus du désenchantement par rapport à la gestion pathologique de la *res publica* en République démocratique du Congo depuis la reprise en mains de la direction du pays à l'occasion de l'accession du pays à la "souveraineté" nationale et internationale.

Cette analyse qui se recoupe avec celle de Modeste Mutinga Mutuishayi dans son ouvrage *RD Congo République des inconscients* et de Kâ Mana dans *Changer la République démocratique du Congo* publié en 2012, épiphanise la profondeur du mal congolais qui se trouve être le Congolais lui-même en tant qu'il est désarticulé, aliéné par une raison dont le fonctionnement est de plus en plus remise en question. Ceci touche donc la question de l'identité même du Congolais dans le concert des nations où l'intégration se fait en apportant du sien pour ne pas subir.

Subir est pourtant l'expérience quotidienne des Congolais que nous sommes. Dans tous les domaines et secteurs de la vie nationale, nous sommes dépendants. Notre pauvreté est plutôt mentale que matérielle. Kâ Mana a raison à ce sujet lorsqu'il écrit :

Puisque notre pauvreté n'est ni celle de notre sol ni celle de notre sous-sol qui sont notoirement riches, il est clair qu'elle ne peut être que la pauvreté des fonctions essentielle par lesquelles les humains se construisent un grand destin. C'est la pauvreté de l'intelligence et de l'imagination créative. La pauvreté de l'Esprit inventif et de la capacité organisatrice. La pauvreté des valeurs morales et des énergies spirituelles pour construire des mentalités politiques, économiques et socioculturelles solides. Bref la pauvreté de

l'homme congolais dans son intériorité : la pauvreté de l'être congolais dans sa vision du monde et ses dynamiques innovatrices ⁸.

Un usage correct de la capacité rationnelle est un gage pour conjurer cette pauvreté spirituelle qui maintient l'homme congolais dans l'ignorance même des évidences. Le bon sens étant la chose du monde la mieux partagée, il convient de le solliciter avec l'éthique afin qu'ils soient au service de la société.

4. Du mythe de la caverne à la servitude volontaire

Le désenchantement qui touche ainsi l'être profond du Congolais par rapport à sa gestion des affaires politiques et du pouvoir nous conduit à refaire une remise en question de la rationalité en tant qu'instance de questionnement sur le sens de l'existence de l'homme, sur sa destinée. Cette faculté étant mise en cause, on constate paradoxalement que plus rien n'étonne personne ; tout semble normal.

Le Congolais lambda s'accommode avec les tares et les indécidables d'une gestion pathologique et déliquescence du patrimoine commun. Le silence approbateur et coupable du peuple, son acclamation des pratiques non recommandées des dons des dirigeants et acteurs politiques, passent pour un feu vert, un encouragement à ce qu'il fallait a priori dénoncer et condamner, ce qui aurait dû provoquer la révolte. Le contentement de la masse dans une situation de précarité, de misère, révèle la médiocrité de l'esprit. En l'absence de toute révolte, là où la situation invite pourtant à cela, s'apparente à ce qu'Étienne de la Boétie qualifie de *servitude volontaire*.

Il est plutôt raisonnable que nous interrogeons ici sur les raisons qui font que tout le peuple, malgré la précarité des conditions de vie, s'en contente et s'accommode au lieu de se révolter ; véritable processus de réification. On le sent bien, la révolte ici est encore loin. Pouvons-nous évoquer ici le mythe de la caverne⁹ de Platon où, dans la caverne, les hommes liés, fixent tous leur regard vers le mur où ils ne voient que les reflets des vraies personnes et vrais objets grâce à une ouverture située derrière eux ? Habités à ces reflets, ils n'ont jamais quitté leur condition d'enchaînés, ne peuvent jamais croire qu'il s'agit des images. Ainsi en serait-il des Congolais ? on est tenté de le croire !

Quoi qu'il en soit, il reste indubitable que le mal qui gangrène le fonctionnement général de la République démocratique du Congo est profond. Il est à rechercher dans ce qui fait le fonctionnement normal d'un être humain constitué. Il faut le rechercher dans l'essence profonde de

⁸ KÄ MANA, *Changer la République Démocratique du Congo*, Bafoussam, CIPCRE, 2012, p. 27-28.

⁹ PLATON, *L'État ou la République*, livre VII, Trad. Grou, revue et corrigée sur le texte grec d'E. Bekker, Paris, Lefebvre, 1840, p. 301.

l'homme congolais en tant qu'homme ; élever le débat de la compréhension du problème à la clarté de la rationalité comme le suggère Kā Mana¹⁰.

5. Ramener le débat à l'universel

En effet, très souvent, nous traitons les problèmes essentiels du pays avec légèreté, sous le coup des émotions, limitant au passage les efforts de résolution aux sentiments personnels. Ceux-ci empêchent que la solution soit de portée universelle car elle est trouvée comme taillée sur mesure. Se départir des émotions et sentiments a un avantage certain de repousser certaines antivaleurs qui ont longtemps infecté la santé de la nation. Le débat élevé à l'universel permettra de comprendre :

- Que la corruption est un mal qui tue l'élan du développement ;
- Que le clientélisme est un vice ;
- Que le tribalisme est très nuisible à l'éclosion de l'unité nationale ;
- Que le détournement est un mal puni par la loi ;
- Que le respect des biens publics est une valeur à promouvoir ;
- Que le respect des textes et lois est un impératif pour un État de droit ;
- Que nul n'est au-dessus de la loi ;
- Que chaque membre de la communauté a droit d'être heureux et de profiter des biens et richesses du pays ;
- Que le pays est ce que nous avons tous en commun et que nous devons tous protéger ;
- Que le pays se développera non par les slogans et les vœux pieux mais par le travail de chacun et de tous ;
- Que les autorités et responsables ne sont pas là pour faire des dons, mais pour travailler en donnant le meilleur d'eux-mêmes ;
- Que personne n'est éternel et que personne n'est indispensable ;
- Que l'éducation est le socle de tout développement d'une nation ;
- Que le travailleur mérite son salaire, etc.

Toutes ces réalités, pour être bien intériorisées, requièrent une éducation conçue pour parvenir à cette fin. D'où le caractère prioritaire du secteur de l'éducation qui ne semble pas encore faire l'objet des préoccupations des dirigeants. Nous avons sûrement des diplômés dans notre pays, mais avons-nous vraiment des hommes instruits, des intellectuels ? Pour y répondre, il faut voir le sort du système éducatif de notre pays : comment sont formés les éducateurs ? (formateurs), quelles sont les infrastructures ?, comment sont rémunérés les enseignants ? (tous les niveaux), comment

10 KĀ MANA, *Changer la République démocratique du Congo*, Bafoussam, CIPCRE, 2012.

sont traitées les revendications des enseignants ? Nous connaissons tous ces enseignements reçus de Nelson Mandela renseignant que pour détruire une nation, il n'est pas nécessaire de lui faire la guerre ; il suffit de corrompre son système éducatif !

6. Les raisons de croire au changement

Il y a de quoi s'alarmer et s'apitoyer sur le sort d'un État, au regard d'un tableau sombre de la gestion depuis de nombreuses années. Toutefois, ceci ne doit pas laisser la place à l'extrême pessimisme, au défaitisme car, il est toujours possible de rebondir. Même si le fonctionnement rationnel est remis en cause, il ne faut cependant pas l'enfermer dans un circuit de chemin du non-retour. D'ailleurs, les multiples réflexions interpellatrices produites par les fils du pays sont un signe qu'il y a possibilité d'avoir une ouverture vers le changement. Mais cela nécessite un travail de fond, des réformes profondes qui doivent commencer par le système éducatif afin de reformater l'imaginaire collectif, de produire et de stimuler les intelligences capables de contribuer au redressement de la situation générale. Il faut produire des personnalités capables de dépasser des considérations égoïstes et tribales qui constituent un frein à l'émergence et au développement de la nation.

Plusieurs réflexions ont sûrement été produites comme diagnostic du mal congolais. Il s'avère urgent d'associer les intellectuels à la recherche des solutions pour l'avenir de la nation. La réforme du système général de l'enseignement est le noyau dur capable de déclencher le déclic, de sonner le signal d'une révolte positive.

La responsabilité sociale de l'intellectuel congolais se trouve ainsi engagé, comme le suggère bien Ngute Novato¹¹. La construction de l'identité et de la fierté nationale passe par l'éducation.

En attendant la mise en application des réformes profondes, notamment celle liée au système éducatif, il est important de continuer à plaider pour la prise en compte de l'éthique dans la gestion de la chose publique. Il faut moraliser la vie publique sur fond d'une foi en la capacité de l'homme à changer, à vouloir le bien non seulement pour lui-même mais aussi pour ses semblables.

11 NGUTE Novato A., « Responsabilité sociale de l'intellectuel congolais dans le fleuve de l'obscurantisme politique en RD Congo », in *La philosophie dans la cité : Bonne gouvernance et État de droit* in *Dynamique critique* vol. 1, n°2 (décembre 2021), p. 160.

Conclusion

Tout être humain désire légitimement son bonheur. C'est ce qui a poussé les pères de l'indépendance à mener une lutte sans merci pour que la République démocratique du Congo sorte du joug colonial. Cette lutte noble visait à libérer les enfants du pays, à faire d'eux des hommes et des femmes libres et responsables du destin commun de toute la nation. Force est de constater avec regret que ces attentes ont été déçues dans la mesure où, le sort de citoyen lambda de ce pays, soixante ans après cette accession à la souveraineté nationale et internationale, la situation est de plus en plus dégradée, médiocre, au point de susciter chez certains nostalgiques, le retour au temps passé. Ce qui traduit une grande désillusion que la gestion des fils du pays a produit.

En dépit de ce constat, il faut cependant croire en la capacité de l'homme, doté du bon sens, de se réveiller, de prendre conscience de sa situation réelle en déphasage flagrant avec l'évolution du monde ainsi que des potentialités du pays. Il faut donc des réformes, essentiellement celles du système éducatif, en mettant à contribution la psychologie afin de reformater l'esprit du Congolais et le libérer des carcans qui l'empêchent de se déployer pour espérer le changement des paradigmes dans la marche de la nation. ■

